



La Libye depuis 2015 : entre morcellement et interférences

Jalel Harchaoui

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/4 Hiver** , PAGES 133 À 145

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678193

DOI 10.3917/pe.184.0133

Date de mise en ligne : 04/12/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-4-page-133?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La Libye depuis 2015 : entre morcellement et interférences

Par **Jalel Harchaoui**

Jalel Harchaoui est doctorant en géopolitique à l'université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis.

La Libye est aujourd'hui, *de facto*, divisée en plusieurs entités. Les efforts déployés par la communauté internationale pour tenter de réconcilier et réunir le pays ont échoué. Un gouvernement d'entente nationale a certes été mis en place mais il peine à s'imposer et à répondre aux besoins de la population. Du point de vue occidental, la situation est toutefois moins préoccupante que par le passé, notamment parce que Daech a perdu ses emprises territoriales.

politique étrangère

À la mi-2014, la Libye s'est déchirée dans une guerre civile opposant, d'une part, le camp révolutionnaire Fajr mené par la ville de Misrata à l'ouest et, d'autre part, le camp anti-islamiste Karama mené par Khalifa Haftar à l'est, en coordination avec les brigades de Zintan en Tripolitaine. La configuration de l'été 2014 n'a pas longtemps persisté. La coalition Fajr s'est fissurée et un conflit de basse intensité s'est installé. En 2015, Daech contrôlait la ville portuaire de Syrte, située à moins de 700 kilomètres de l'Union européenne (UE). La même année, le nombre de migrants arrivant en Italie *via* la Libye s'est élevé à 138 000, six fois plus qu'en 2013. En 2016-2017, plusieurs États ont agi pour tenter de faire reculer Daech et réduire les flux migratoires. Toutefois, le conflit libyen s'est poursuivi.

Misrata, citadelle de la révolution ?

Après l'embrasement de 2014, Misrata, ville marchande de 450 000 habitants, devient le principal bastion de résistance aux ambitions militaires et politiques de Khalifa Haftar, basé 800 kilomètres à l'est. Plusieurs personnalités islamistes sont originaires de Misrata. Par ailleurs, la ville a aussi offert refuge à des leaders radicaux, comme le commandant islamiste

Ismaïl Al-Sallabi de Benghazi¹. Enfin, des armes et des munitions ont été acheminées depuis le port de Misrata aux militants révolutionnaires, y compris vers des cellules liées à Al-Qaïda, qui combattent l'armée de Haftar sur les côtes de Cyrénaïque.

Dans le même temps, une faction anti-islamiste n'a cessé de s'affirmer dans Misrata depuis 2015, menée par un groupe d'hommes d'affaires opposés à l'isolement politique et à l'appauvrissement économique de leur cité. Fathi Bashagha, un élu anti-islamiste influent, a insufflé un élan au processus de Skhirat – soutenu par l'Organisation des Nations unies (ONU) – qui excluait une solution militaire au conflit libyen et mettait l'accent sur la subordination des forces armées à une direction civile. Ce processus appelait également à l'inclusion du plus grand nombre possible de rivaux politiques libyens. Enfin, il prévoyait l'adoption d'une nouvelle Constitution, ainsi que des élections.

À cette même période, Sadiq Al-Kabir, gouverneur de la Banque centrale de Libye, soutenu par Washington depuis 2011 en dépit des liens qu'il maintient avec les Frères musulmans, réduisait les budgets alloués aux milices révolutionnaires. La conjonction de tous ces facteurs a rompu la coalition Fajr, et permis à des courants plus pragmatiques de se prêter aux efforts de l'ONU en faveur de la création d'un gouvernement d'entente nationale (GEN).

Un gouvernement d'entente nationale

Les attentats du 13 novembre 2015 à Paris modifièrent l'attitude de l'administration Obama vis-à-vis de Daech. Depuis septembre 2014, Washington menait en Syrie et en Irak une campagne aérienne visant simplement à endiguer la présence territoriale de l'organisation terroriste. La mission change après le 24 novembre 2015, jour de la visite du président François Hollande à la Maison-Blanche. Un autre facteur ayant poussé les États-Unis à changer de posture est la présence militaire de la Russie en Syrie depuis septembre 2015. L'effort de Washington visera dorénavant à éliminer Daech ou, du moins, à l'empêcher de contrôler des territoires. Or, depuis le printemps 2015, environ 3 500 combattants de l'organisation terroriste contrôlent Syrte et 250 kilomètres de côte libyenne. Pour lancer une campagne de frappes aériennes, les États occidentaux avaient besoin qu'un gouvernement libyen internationalement reconnu les « invite » à intervenir, et fournisse une force anti-Daech au sol.

1. Né à Benghazi, Sallabi appartient à la tribu des Jahanat de Misrata. Le militant bénéficie de l'hospitalité d'une partie de cette dernière, dont l'aéroport lui permet des va-et-vient vers la Turquie.

La rhétorique de Haftar est fondée sur son refus de distinguer les Frères musulmans des groupes djihadistes : tous sont des « terroristes ». Soutenir le maréchal équivaut donc à le suivre dans une campagne de violence politique contre les Frères musulmans, sur un territoire qui n'est pas considéré par Washington comme d'intérêt stratégique vital. Les Américains ne désirent pas se mêler au conflit fratricide qui oppose les Libyens entre eux et ils ne souhaitent pas non plus que Haftar déstabilise la Tripolitaine. Le mandat du Pentagone est de combattre les groupes extrémistes, tels Daech et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), pas l'islam politique.

Au mois de décembre 2015, le département d'État, aidé de diplomates britanniques, italiens, marocains et algériens², fait pression pour la conclusion de l'accord de Skhirat. Ce dernier implique la perte de reconnaissance internationale pour l'exécutif anti-islamiste et pro-Haftar d'Al-Beïda. Il prévoit que le nouveau GEN soit entériné par le Parlement de Tobrouk, dominé par la faction anti-islamiste. Toutefois, alors que le Parlement résiste, Washington et ses alliés poussent l'ONU à installer le GEN sans l'aval du pouvoir législatif. Les États occidentaux sont pressés. Cette hâte explique en partie la fragilité du GEN qui arrive à Tripoli en mars 2016. La crainte de l'instabilité à court terme donne naissance à un régime de « transition permanente » qui va permettre à des acteurs peu représentatifs d'acquérir des positions d'influence, sans qu'aucune reconstruction authentique de l'État ne soit entreprise³.

La naissance d'un régime de « transition permanente »

Au début de 2016, il est question qu'un ou plusieurs pays européens interviennent au sol à Syrte. Les Américains tiennent à la participation d'une force terrestre libyenne. Misrata – qui, en 2011, fut grandement responsable de la dévastation de Syrte et en partie coupable de la complaisance qui a, par la suite, permis à divers groupes djihadistes de s'ancrer dans la ville portuaire de 90 000 habitants⁴ – est incitée par les États-Unis à remplir un rôle militaire au sol contre Daech. Au printemps, Daech avance vers l'ouest et prend une route vitale liant Misrata à l'oasis de Joufra. La ville marchande se mobilise contre le groupe extrémiste. L'opération Bounyan al-Marsous commence le 12 mai 2016 avec l'appui des forces spéciales italiennes et britanniques. L'U.S. Air Force entre dans

2. J. Harchaoui, « Too Close for Comfort: How Algeria Faces the Libyan Conflict », *Small Arms Survey*, 2018, p. 16-17.

3. A. Bensaâd, « Libye : l'ovni Fayez el-Serradj », *Mondafrique.com*, juillet 2018, disponible sur : <https://mondafrique.com>.

4. V. Collombier, « Sirte's Tribes Under the Islamic State: From Civil War to Global Jihadism », *Tribes and Global Jihadism*, Londres, Hurst, 2017.

la bataille le 1^{er} août. En décembre 2016, Syrte, en ruines et désertée de la plupart de ses habitants, est déclarée libérée de toute présence extrémiste. 700 combattants libyens – pour la plupart de jeunes Misratis – ont perdu la vie dans la campagne contre Daech. Si l'organisation terroriste est bel et bien expulsée de la ville de Kadhafi, elle ne disparaît pas de ses alentours. En 2018, environ 400 combattants de Daech restent actifs dans la zone qui va de l'est de Bani Walid jusqu'à Nofaliya⁵. Par ailleurs, après décembre 2016, Syrte, ravagée, est laissée presque sans aucune assistance économique, comme ce fut le cas après la bataille d'août-octobre 2011.



Haftar saisit les installations pétrolières

Voyant son principal rival militaire absorbé par l'affrontement contre Daech, l'armée de Haftar saisit les champs pétroliers situés au sud-est de Syrte en mai 2016. En septembre, le maréchal parvient à convaincre la tribu des Magharba de chasser Ibrahim Jadhran, un jeune chef de

5. En plus du nord de Joufra, il existe une petite présence de l'État islamique entre Jumayl, près de Zouara, et le nord de Mizdah. Dans l'Est, des éléments de l'EI circulent entre Jalu, Jaghboub et Koufra. Le 22 mai 2018, l'organisation extrémiste a perpétré un double attentat à Ajdabiya et à Awjila, en Cyrénaïque. Enfin, des cellules dormantes sont tapies dans tous les grands centres urbains, comme l'a illustré l'attentat du 2 mai 2018 à Tripoli.

milice d'Ajdabiya qui bloque les principaux ports pétroliers de l'est du pays presque sans interruption depuis trois ans. Soucieux de son image internationale, et craignant une dispersion des revenus pétroliers dans les mains des séparatistes de Cyrénaïque, Haftar préserve le monopole de la Société nationale de pétrole libyenne (NOC). Le maréchal permet à toutes les recettes pétrolières d'être versées à la Banque centrale de Tripoli⁶, que le camp de l'Est conteste.

Le récit « anti-crime »

L'abandon de Jadhraan par sa propre tribu en septembre 2016 ne fut qu'une manifestation parmi plusieurs autres du rejet par de nombreux citoyens de l'illégalité et des abus impunis qui ont caractérisé le lendemain de la révolution. Entre 2011 et 2015 s'est propagée une forme arrogante, visible de criminalité : détournement presque affiché de biens publics, expansion des réseaux de passeurs (migrants, contrebande de carburant, etc.), enlèvements contre rançon, et entente avec des groupes extrémistes. Dans la lassitude de la population, certains chefs de groupes armés perçurent une occasion de gagner en légitimité, et de modifier l'équilibre des pouvoirs en leur faveur. Animés par un opportunisme cynique plus que par un désir sincère de lutter contre la criminalité en tant que telle, ils développèrent en 2015-2016 une nouvelle rhétorique : l'« anti-crime ».

Abdelraouf Kara, ancien soudeur né en 1980 dans l'est de Tripoli, est un des premiers chefs de milice à avoir adopté cette rhétorique. Kara est un salafiste d'obédience rigoriste. Ce courant est dirigé par des membres du clergé saoudien, dont Rabiû Al-Madkhali, et appuyé par Riyad depuis le début des années 1990. La milice de Kara et d'autres cellules armées d'orientation rigoriste – y compris en Cyrénaïque où elles soutiennent Haftar – s'emploient à assurer la sécurité de leurs localités respectives, confisquent l'alcool, démantèlent les réseaux de trafic de drogue, mettent en œuvre une police des mœurs, répriment l'homosexualité. Elles incarcèrent les contrevenants dans des prisons échappant à tout ministère, et où la torture est pratiquée.

Tous ces groupes combattent les Frères musulmans. Dans l'Ouest libyen, les formations salafistes, sans prêter allégeance à Haftar ou laisser transparaître une coordination claire entre elles, n'ont cessé de se multiplier et

6. La prise des champs, puis celle des ports pétroliers par l'armée de Haftar en 2016 permet aux exportations libyennes de passer de 250 000 barils de brut par jour en avril 2016 à 1 million b/j en juin 2017. En partie à cause du blocus de Jadhraan, les revenus pétroliers du pays nord-africain sont inférieurs à 5 milliards de dollars en 2016. Ils atteignent 14 milliards en 2017, et approcheront 23 milliards sur l'année 2018.

de se renforcer – à Tripoli, à Zouara, Yfren, Sorman, Misrata, Bab Tajoura, Syrte, Umm al-Aranib et Sebha dans le Fezzan, etc. Elles ont su enrôler les *moukhabarat* de l'ancien régime, et sont redoutées des autres islamistes, qu'elles contraignent souvent à opérer dans l'ombre ou à s'exiler. À Tripoli, la guerre d'août 2014 avait rendu inutilisable le grand aéroport international. Mitiga, où règne le groupe Radaâ (« dissuasion ») de Kara, devient à ce moment le seul aéroport opérationnel de la capitale. Le contrôle d'un territoire devenu crucial donne au milicien un levier supplémentaire, et marque le début de son ascension.

Une économie politique de la prédation

En 2015, Kara annonce que la lutte contre Daech fait également partie de son agenda. Il traque les djihadistes à Tripoli mais n'envoie qu'une poignée de ses hommes se battre à Syrte. En 2016, Radaâ préfère crédibiliser son image « anti-crime » et montrer sa proximité avec le nouveau gouvernement d'entente nationale de Faïez Al-Serraj. En pratique, il tolère les autorités reconnues, et coopère avec elles, mais ne se place pas sous leurs ordres. Kara protège des ministères clés et certaines missions étrangères, en échange de quoi ni le GEN, ni l'ONU, ni les divers États étrangers concernés, ne critiquent le pouvoir grandissant du salafiste.

En avril 2016, trois autres groupes armés du grand tripolite font un calcul politique similaire à celui de Kara. Parmi eux, la puissante Brigade révolutionnaire menée par le salafiste « modéré » Hashim Bishar et Haythem Al-Tajouri, ancien officier de douane maritime. Les deux leaders sont en dialogue périodique avec Abou Dhabi, et aussi, parfois, en contact direct avec Paris⁷, mais n'offrent aucune alliance

La criminalité des groupes dits « anti-crime » est insidieuse

fiable. La stratégie commune aux quatre milices dites « pro-GEN » – tolérance à l'égard du gouvernement soutenu par l'ONU, ambiguïté par rapport à Haftar⁸, opposition à l'islam politique, et insistance rhétorique sur la lutte contre le crime – leur a permis, en retour, de pénétrer les institutions policières, sécuritaires, diplomatiques, bancaires et économiques de la capitale. Les chefs de milices et leurs associés obtiennent de la Banque centrale des fonds publics qu'ils détournent sous forme de devises vers l'étranger. Dans un contexte de crise monétaire aiguë, ils influencent la distribution de billets de banque dans les agences de Tripoli, une « prestation de service » qui leur permet d'engranger des revenus importants

7. Entretiens réalisés par l'auteur sous couvert d'anonymat, 2016-2018.

8. Parce qu'elles conviennent à son agenda politique, Haftar espère que certaines milices de Tripoli se rallient à lui, ce qui lui permettrait d'envisager une « prise » de la capitale.

en dinars. Certaines milices pro-GEN ont aussi des partenariats avec des groupes de contrebande du littoral occidental, notamment ceux de Zawiya⁹.

Cette nouvelle forme de criminalité des groupes dits « anti-crime » est plus insidieuse que celle des groupes révolutionnaires dans les années 2012-2015. Surtout, elle jouit du soutien tacite, ou du silence relatif, de l'ONU et de presque tous les États étrangers. Certains, comme l'Italie, sont sensibles au travail en matière de sécurité ; d'autres, comme les Émirats arabes unis, apprécient l'opposition à l'islam politique. D'avril 2016 à mai 2017, les milices pro-GEN chassent de la capitale les acteurs islamistes et révolutionnaires qui ne se sont pas déjà retirés d'eux-mêmes.

La périphérie attaque le *statu quo* tripolitain

À partir de la fin 2017, la vague « anti-crime » rencontre ses premières limites. Un sentiment de mécontentement, en grande part dû à la crise monétaire¹⁰, croît parmi les habitants de Tripoli, mais aussi au sommet de Zintan et Misrata, villes militairement puissantes de l'Ouest libyen. Toutes deux exclues de la capitale, les anciennes rivales concluent un accord de paix en mars 2018.

Les dérives économiques qui ont été observées dans la capitale sous le gouvernement Serraj depuis le printemps 2016, expliquent en partie le mois de violence qui, en août-septembre 2018, a tué plus de 115 Libyens. Les milices de la périphérie immédiate de Tripoli – soutenues par d'autres plus lointaines encore, dont par exemple celles de la ligne dure de Misrata – ont tenté, par la force militaire, de rompre le *statu quo* incarné par le GEN. La bataille aurait pu constituer l'occasion, pour Haftar, de marcher sur Tripoli, mais ni le maréchal ni les États qui le soutenaient n'y étaient prêts.

Cyrénaïque : la faiblesse d'un homme fort

En Cyrénaïque, l'Égypte et les Émirats arabes unis arment et soutiennent la campagne militaire de Haftar contre les islamistes depuis 2014. La France¹¹ et la Russie lui fournissent un appui militaire depuis 2015. Aidée de ces États

9. Entretien de l'auteur, septembre 2017.

10. Sur la crise monétaire libyenne voir J. Harchaoui, « Libya's Monetary Crisis », *Lawfare*, janvier 2018. Au sujet des fréquentes coupures d'électricité, en partie dues à l'action des milices, voir A. Al-Warfalli et A. Elumami, « Rolling Summer Blackouts Weigh on Libya's Struggling Traders », Reuters, août 2018.

11. Au sujet du raisonnement sous-jacent au soutien de la France à Haftar, voir J. Harchaoui, « How France Is Making Libya Worse: Macron Is Strengthening Haftar », *Foreign Affairs*, septembre 2017, disponible sur : <https://uk.reuters.com>.

étrangers, l'« Armée nationale libyenne » (ANL) de Haftar parvient, fin 2016, à prendre un port situé au sud de Benghazi, dans le district de Ganfouda, et à priver les militants islamistes d'accès à la mer, ce qui constitue un point d'inflexion important dans la campagne de Cyrénaïque.

Le parcours victorieux de Haftar ralentit en juillet 2017, quand il annonce la libération totale de Benghazi. La déclaration – prématurée de plus de six mois – s'avère contre-productive. Certains dignitaires des Awaqir, une tribu nombreuse de la zone de Benghazi, critiquent les méthodes répressives employées par le maréchal, ses fils¹², et d'autres membres de la tribu Ferjane¹³. On accuse l'ANL d'incarcérer, et parfois d'assassiner, certains chefs tribaux. Par ailleurs, les relations déjà acides entre les hauts gradés de l'ANL et les politiciens civils de Cyrénaïque se détériorent. À qui doit revenir le plus grand rôle dans la reconstruction de l'économie locale ? L'élite militaire entend imiter le modèle égyptien, où les généraux possèdent des parts substantielles du tissu économique, mais les notables civils résistent à cette tendance.

En plus des tensions latentes avec certaines tribus de l'Est, Haftar ne parvient pas à imposer une discipline militaire aux brigades salafistes. Un commandant de l'unité des forces spéciales Saïqa, Mahmoud Al-Werfalli, est depuis août 2017 recherché par la Cour pénale internationale pour des exécutions sommaires de prisonniers. Lorsque l'armée de Haftar a arrêté Werfalli afin d'apaiser l'opinion internationale, des protestations à Benghazi l'ont contrainte à le relâcher. Mahmoud Al-Werfalli est soutenu par les *Sahawat* (groupes de civils armés) et la mouvance salafiste de l'Est libyen. Lorsqu'en octobre 2017 un autre combattant salafiste est soupçonné d'avoir organisé le massacre de 36 prisonniers près d'Al-Abiyar (non loin de Benghazi), des brigades empêchent son incarcération. Ces incidents prouvent que les cellules rigoristes pro-Haftar de Cyrénaïque ne se conforment pas à la chaîne de commandement de l'ANL. D'une manière générale, Haftar rencontre quelque difficulté à imposer sa légitimité politique et à bâtir une armée classique dans l'Est libyen, un territoire censé être acquis à sa cause.

La Tripolitaine, toujours plus importante que la Cyrénaïque

En déclarant Benghazi libérée en juillet 2017, Haftar attisait aussi l'impatience de ses parrains étrangers – Émirats arabes unis, Égypte, France et

12. Khaled et Saddam Haftar sont officiers dans l'armée fondée et dirigée par leur père.

13. Sur la prééminence des Ferjane et des Hassa dans l'ANL, voir M. Pauron, « Libye : les hommes du maréchal Haftar », *Jeune Afrique*, février 2018, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>. Khalifa Haftar lui-même est né en Cyrénaïque (à Ajdabiya) d'un père appartenant aux Ferjane et d'une mère appartenant aux Zwaï.

Arabie Saoudite – dont l’attention se tournait à présent vers le Nord-Ouest libyen, le territoire le plus crucial sur le plan institutionnel, le plus peuplé et le plus difficile à pénétrer du pays. Les diverses capitales prirent conscience que Haftar, qui parle souvent d’une marche sur Tripoli, n’avait pas encore de stratégie concrète pour atteindre cet objectif.

En septembre 2017, un comité de l’armée égyptienne lance une initiative de réunification des forces armées libyennes. Bien que les Égyptiens disent considérer Haftar comme le leader naturel de la future structure, ils ouvrent leur forum à plusieurs dizaines de personnalités militaires de l’Ouest libyen, toutes opposées ou indifférentes aux Frères musulmans mais pas forcément soumises à Haftar. L’ANL, à l’exception de petits îlots en Tripolitaine et dans le Fezzan, peine à bâtir une présence hors de Cyrénaïque.

Par ailleurs, l’Égypte, dont les priorités relatives au théâtre libyen étaient avant tout idéologiques et sécuritaires en 2013-2017, s’intéresse désormais au potentiel économique de la Libye. Le gouvernement Sissi souhaite raviver les échanges commerciaux avec le riche voisin occidental, un projet qui ne peut se limiter aux villes de Cyrénaïque. Enfin, Haftar tarde à se rapprocher réellement des factions kadhafistes. Les Libyens se réclamant de l’ancien régime constituent une part importante du paysage politique et militaire, que plusieurs États étrangers désirent voir s’allier à l’ANL. Le passé de Haftar pose toutefois problème à cet égard. Il a fait défection en 1987 puis, en octobre 2012, a participé à l’offensive de Misrata contre Bani Walid, forteresse kadhafiste. Cette dernière constitue un point stratégique dont Haftar a besoin en 2018.

Élections libyennes en 2018 : une initiative française

Au sommet de Riyad, en mai 2017, le président américain Donald Trump approuve la vision promue par les Émirats arabes unis, l’Arabie Saoudite et l’Égypte. Elle consiste notamment à amalgamer l’islam politique modéré et le salafisme djihadiste. L’assentiment idéologique de Trump accroît l’assurance des régimes sunnites conservateurs dans leur lutte régionale contre le Qatar et la Turquie. Par ailleurs, Washington affirme ne pas vouloir jouer en Libye un rôle autre que celui de la lutte contre Daech.

Emmanuel Macron, quant à lui, voit dans le dossier libyen une opportunité d’ajouter au prestige diplomatique de la France. L’ouverture est d’autant plus attrayante que le président de la République épouse, sur un certain nombre de crises, une position plus proche de celle d’Abou Dhabi que son prédécesseur François Hollande. Le résultat est un soutien

de Paris plus avoué pour Haftar. Lors du sommet de juillet 2017, l'Élysée salue la « légitimité militaire » du maréchal, et place ce dernier sur un pied d'égalité avec le Premier ministre reconnu Faïez Al-Serraj. La déclaration conjointe préconise la tenue d'élections le plus tôt possible. Cette idée devient la priorité centrale de la politique libyenne de la France en mai 2018, à la faveur d'un nouveau sommet à Paris. Une échéance de six mois y est annoncée.

L'Élysée salue la « légitimité militaire » du maréchal Haftar

La réaction immédiate des Britanniques, des Italiens et des Américains est de contrecarrer l'initiative française. Aux yeux de ces États occidentaux, les élections présidentielles que Macron souhaite, constituent un moyen indirect – et excessivement risqué – d'aider le camp anti-islamiste à parvenir au pouvoir. Londres, Rome et Washington jugent que l'équilibre fragile et artificiel de la Tripolitaine ne doit pas être déstabilisé par des élections précipitées. En septembre 2018, le ministre des Affaires étrangères français reconnaît que les objectifs du sommet du 29 mai ne seront pas atteints. Au même moment, l'Italie annonce sa propre conférence sur la Libye, se disant soutenue par la Russie et les États-Unis.

Rome s'estime seule face à la crise migratoire de Libye

Les divergences entre Rome et Paris sur le dossier libyen sont bien antérieures à l'arrivée de l'extrême droite italienne au pouvoir. Le territoire italien est nettement plus exposé que le territoire français à la recrudescence potentielle des migrations irrégulières passant par la Libye pour aller vers l'Europe. En 2017, le ministre de l'Intérieur social-démocrate Marco Minniti applique une stratégie consistant à rémunérer, par l'intermédiaire du GEN (mais aussi, selon toute vraisemblance, de façon directe), les garde-côtes libyens et certaines milices de Sabratha, un nœud important dans l'itinéraire des migrants¹⁴.

De manière involontaire, l'interférence italienne a provoqué une bataille meurtrière entre milices rivales dans cette ville côtière. Mais du point de vue de Rome, le plan est couronné de succès : les arrivées sur les côtes italiennes diminuent. La priorité de Matteo Salvini, nouveau ministre de l'Intérieur, est de poursuivre les mesures de son prédécesseur et de les compléter au niveau militaire, afin de réduire encore le nombre d'arrivées clandestines¹⁵.

14. M. Herbert et J. Harchaoui, « Italy Claims It's Found a Solution to Europe's Migrant Problem. Here's Why Italy's Wrong », *The Washington Post*, septembre 2017, disponible sur : <www.washingtonpost.com>.

15. Du 1^{er} janvier au 15 septembre 2018, le nombre de migrants irréguliers arrivés en Italie depuis la Libye s'est élevé à 12 322 – soit une réduction de 90 % par rapport à l'année 2016.

Une autre différence entre Paris et Rome a trait aux intérêts énergétiques. L'Italie importe l'équivalent d'environ 350 000 barils par jour sous forme de pétrole brut, gaz naturel et autres produits, extraits principalement dans l'Ouest libyen. La France importe moins d'un tiers de ce volume.

Le Qatar continue-t-il à interférer ?

Au printemps 2016, le Qatar finance Ismaïl Al-Sallabi lorsque celui-ci forme un nouveau groupe armé : les Brigades pour la défense de Benghazi (BDB¹⁶). La milice anti-Haftar compte dans ses rangs des islamistes, mais pas seulement. Le ressentiment des familles dépossédées et bannies de Benghazi par l'opération Karama de Haftar explique en partie la mobilisation de BDB. Même si elle ne cesse de s'affaiblir avec le temps, la milice inflige des pertes à l'ANL en 2016. En mars 2017, elle attaque le Croissant pétrolier. Deux mois plus tard, avec la complicité tacite de la Troisième force de Misrata, BDB est soupçonnée d'avoir pris part au massacre de 141 civils et jeunes soldats désarmés sur la base militaire de Brak Al-Shatti, dans le Fezzan. Enfin, à la mi-juin 2018, des combattants de BDB ont participé à l'attaque des ports du Croissant pétrolier menée par Ibrahim Jadhnan et une partie de son ancienne milice. Cinq semaines plus tôt, Haftar avait lancé la bataille de Derna, à plus de 650 kilomètres.

Dès que les ports ont été repris en main par Haftar, fin juin 2018, le maréchal – encouragé dans ce sens par les Émirats arabes unis – impose un blocus, menace de réaliser des ventes indépendantes de pétrole, et exige le départ du gouverneur de la Banque centrale. Les États-Unis réagissent en soutenant Sadiq Al-Kabir, comme ils le firent plusieurs autres fois depuis 2011. Après 16 jours de fermeture des ports, le maréchal finit par renoncer au blocus.

Le Fezzan : base arrière pour les acteurs du Sahel ?

En 2015, les affrontements dans le sud-est de la Libye entre les Zwaï, tribu arabe du sud de la Cyrénaïque, et les Toubous¹⁷, avaient laissé ces derniers largement exclus des itinéraires de trafic, nécessaires à la viabilité économique de tout groupe dans le Sud-Est libyen. Cet état de fait a poussé

16. «Oil Zone Fighting Threatens Libya with Economic Collapse», International Crisis Group, 2016, p. 5, disponible sur : www.crisisgroup.org.

17. Une communauté touboue existe au nord de la Cyrénaïque depuis plus de cinq siècles. Les Toubous en Libye sont aujourd'hui au nombre d'environ 50 000, dont un pourcentage important est apatride. La taille du groupe ethnique a connu une hausse importante lorsque Mouammar Kadhafi, dans les années 1980, a accueilli des milliers de Toubous originaires de la bande d'Aozou, au nord du Tchad, pour les installer dans le Sud libyen. Le régime leur retira toutefois la citoyenneté libyenne en 1998.

les milices et trafiquants de la communauté touboue vers le nord-est et, surtout, sud-ouest du pays, où ils ont un autre ennemi arabe historique : les Ouled Slimane de la zone de Sebha. Le déséquilibre ainsi créé contribue à expliquer la montée des violences entre Ouled Slimane et Toubous à Sebha. Haftar – qui avait inclus les Toubous dans sa coalition Karama en 2014 – s’en désolidarise aujourd’hui à la faveur d’une rhétorique de plus en plus ethno-nationaliste.

Afin de contrôler un jour la ville de Sebha, Haftar tente de coopter les Ouled Slimane, sans grand succès. Cette tribu arabe était alliée à la Troisième force de Misrata jusqu’à son retrait du Fezzan en mai 2017. Haftar n’a pu rallier qu’une partie des Ouled Slimane, à savoir la Sixième brigade, alors qu’un retour des Misratis dans le Sud ne saurait être exclu. En mai 2018, cette Sixième brigade a perdu plusieurs points clés de Sebha au profit des milices touboues.

À l’exception des bases ANL dans la zone de Tamanhint, et d’une présence dans Sebha et Oubari, Haftar ne contrôle pas le sud-ouest libyen. Misrata et Zintan restent pour l’heure en retrait, tandis que le GEN jouit seulement de quelques accords bilatéraux avec les Touaregs et des tribus arabes, dont les Ouled Slimane. Cette timidité des élites du littoral vis-à-vis du Fezzan permet aux djihadistes liés à Al-Qaïda de disposer d’une certaine liberté de mouvement. Par ailleurs, les rebelles tchadiens du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR¹⁸) ont pu mener une attaque importante contre l’État tchadien à partir du territoire libyen en août 2018. Lente à bâtir les alliances nécessaires pour agir au sol, l’ANL procède à des frappes aériennes à l’est de Sebha. C’est ainsi qu’elle se présente comme la seule faction libyenne capable de constituer un allié fiable pour le gouvernement d’Idriss Déby.

L’incapacité chronique des États étrangers à coordonner leurs actions en Libye exacerbe les fractures libyennes. Comme ce fut déjà le cas dans l’histoire, les puissances occidentales et régionales interfèrent en Libye de manière unilatérale et partisane, sans respect des accords internationaux.

Du point de vue des Libyens, le GEN est une créature de l’ONU qui a échoué. Il se révèle incapable de résoudre les problèmes du pays : suprématie des milices, crise monétaire, déplacements internes, système judiciaire

18. Le groupe, né en 2016, se définit comme une opposition politico-militaire au pouvoir d’Idriss Déby et prétend compter plusieurs milliers de combattants.

atrophie, corruption, coupures d'électricité, etc. La Cyrénaïque, qui ne reconnaît pas le GEN, ne s'impose pas non plus comme un modèle viable pour l'Ouest, plus densément peuplé et plus divers.

En parallèle, deux initiatives occidentales ont connu un succès relatif : l'éradication de Daech à Syrte, et la réduction des flux migratoires atteignant l'Union européenne depuis les côtes libyennes. Les deux interventions – dont le bilan est positif du point de vue des États qui les ont lancées – ont été mises en œuvre sans déclencher d'authentiques efforts allant dans le sens d'une construction étatique. Du fait de cet antécédent, l'urgence d'une solution au conflit politique libyen en tant que tel continuera sans doute de diminuer aux yeux de la communauté internationale. Cette dernière se contentera sans doute d'endiguer la crise, sans aider à la résoudre.

Après tout, ni les causes profondes de l'émergence de Daech, ni celles de la crise migratoire n'ont disparu. Les Subsahariens continuent à affluer vers la Libye. Des milliers d'entre eux sont enfermés dans des centres de rétention secrets où ils sont soumis à de graves abus. Quant au terreau qui pourrait nourrir un nouveau surgissement djihadiste, – fortes inégalités sociales, désœuvrement, impunité des milices, prisons extrajudiciaires, etc. – il est toujours présent.

Les Libyens accusent leurs élites de perpétuer le conflit et, à travers lui, de piller les richesses du pays. Politiciens et chefs de milices savent séduire et manipuler les capitales étrangères pour entretenir la dynamique qui sied à leurs intérêts, tout en ignorant la souffrance de leurs concitoyens. Les enjeux principaux sont ici la manne pétrolière, les contrats de reconstruction, et la contrebande. À l'échelle locale, divisions et alliances se redessinent sans cesse, tandis qu'à l'échelle nationale, la partition *de facto* de la Libye s'enracine.



Mots clés

Libye
Guerre civile
Khalifa Haftar
Daech